



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

Liberté
Égalité
Fraternité

dossier n° DP 084 087 25 00269

date de dépôt : 04 août 2025

demandeur : Ministère de la Justice - Délégation
Sud-Est, représenté par CABASSUS Nicolas

pour : Réhabilitation énergétique du tribunal de
proximité avec changements de menuiseries
extérieures, mise en place de climatisation et
réaménagement intérieur

adresse terrain : Rue de Tourre, à Orange (84100)

RAR: 2016843326443

ARRÊTÉ

**de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable
au nom de l'État**

Le préfet de Vaucluse,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite,

Vu la déclaration préalable présentée le 04 août 2025 par le Ministère de la Justice -
Délégation Sud-Est, représenté par CABASSUS Nicolas demeurant 350 Avenue du club
hippique, Aix-en-Provence (13100) ;

Vu l'affichage en mairie du récépissé de dépôt en date du 04/08/2025 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour réhabilitation énergétique du tribunal de proximité avec changements de
menuiseries extérieures, mise en place de climatisation et réaménagement
intérieur ;
- sur un terrain situé Rue de Tourre, à Orange (84100) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme d'Orange approuvé le 15/02/2019 modifié le 11/04/2023 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France en date
du 12/08/2025 ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des
prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Prescriptions :

- les menuiseries neuves sont placées en feuillure de tableau. Les dormants des
anciennes fenêtres sont entièrement déposés.

Pour les menuiseries principales, les croisées sont traitées à la française, avec deux
vantaux comportant chacun trois ou quatre carreaux, séparés par des petits bois
assemblés au châssis (ni clipsés, ni collés).

L'ensemble en bois est peint. Le blanc, le noir, le gris anthracite, les vernis, les lasures et les peintures brillantes sont exclus.

L'imposte de la porte Po-07 en façade ouest sur courette est recoupée verticalement de petits bois, dans la continuité de la composition de la façade. Les petits bois mis en œuvre sont assemblés au châssis (ni clipsés, ni collés).

- la porte d'entrée en bois étant conservée, elle pourra être cirée.
- les ventelles métalliques habillant les blocs de climatisation dans la cour pourront s'inspirer des volets persiennés conservés. Comme indiqué dans les pièces graphiques du dossier, les blocs sont posés au sol dans la cour intérieure, non visibles depuis le domaine public.

L'imposte de la porte Po-02 pourra également être recoupée verticalement de petits bois, dans la continuité de la composition de la façade, et la grille pourrait être déposée. Les petits bois mis en œuvre sont assemblés au châssis (ni clipsés, ni collés).

- les grilles des fenestrons sur rue pourraient être en métal à barreaudages droits (verticaux) et peints (Fe25, Fe19).

- un carnet de détail des menuiseries à poser sera fourni au stade de l'exécution.
- un prototype des menuiseries types à placer est à valider sur place avec l'architecte des bâtiments de France.

Fait à Avignon, le

Pour le Préfet et par délégation,

24 SEP. 2025
Le directeur départemental adjoint
des territoires de Vaucluse
Julien BREMOND

Information :

RISQUE SISMIQUE : La commune est classée en zone 3 pour le risque sismique correspondant à une sismicité modérée. Les architectes, maîtres d'œuvre et constructeurs doivent tenir compte sous leur propre responsabilité des règles de construction parasismique.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.